



Inter-Parliamentary Union
For democracy. For everyone.

+41 22 919 41 50
+41 22 919 41 60
postbox@ipu.org

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Geneva – Switzerland
www.ipu.org

Atelier en ligne Couverture sanitaire universelle et équité : vont-elles toujours de pair ?

26 octobre 2021, 14 h – 15 h 30 (HAEC, Genève)

RAPPORT

Intervenants (par ordre de prise de parole)

- M. José Ignacio Echániz, Vice-Président du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, parlementaire espagnol
- M. David Clarke, Responsable d'équipe CSU et droits des systèmes de santé (Organisation mondiale de la Santé)
- Mme Ranjana Kumar, Responsable de la planification, de la gestion et des performances des systèmes de santé (Gavi, l'Alliance du vaccin)
- Mme Saraí Núñez, membre du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, parlementaire mexicaine

Modératrice

- Mme Aleksandra Blagojevic, Responsable de programme, développement international (Union interparlementaire)

Introduction

L'équité en matière de santé est atteinte lorsque chacun peut jouir pleinement du meilleur état de santé et de bien-être possible. L'équité est un principe directeur de la couverture sanitaire universelle (CSU) pour l'exercice du droit à la santé de chacun. L'atelier organisé en ligne le 26 octobre 2021 a donné lieu à une discussion sur la signification pratique du principe d'équité dans les efforts nationaux de mise en place de la CSU, et sur la façon dont les parlements peuvent intégrer des considérations liées à l'équité dans leurs délibérations et décisions sur la CSU. L'événement s'inscrivait dans le cadre du suivi de la résolution de l'UIP intitulée [Réaliser l'objectif de couverture sanitaire universelle d'ici 2030 : le rôle des parlements pour garantir le droit à la santé](#)

Une soixantaine de parlementaires et de fonctionnaires parlementaires de 30 pays participaient à l'atelier.

L'allocation de bienvenue, prononcée par le Vice-Président du Groupe consultatif de l'UIP sur la santé, a été suivie par la présentation d'un bulletin thématique, récemment publié, intitulé [Parlementaires et couverture sanitaire universelle : une victoire en vue](#). Un échange avec des experts de l'Organisation mondiale de la Santé et de l'organisation Gavi, l'Alliance du vaccin a permis d'évoquer les différentes facettes du principe d'équité et l'éclairage que celui-ci peut apporter aux stratégies de CSU au niveau local. Une présentation nationale a été donnée par le Mexique au cours de la dernière séance. Des parlementaires sont également intervenus pour exposer leurs expériences nationales.

Des choix justes pour une réalisation progressive de la CSU

Il a été souligné au cours de l'atelier que la réalisation de la CSU était un cheminement tout au long duquel des choix difficiles devaient être faits, portant notamment sur les services à développer en priorité, les personnes à inclure en premier ou la méthode à adopter pour passer du paiement direct à un prépaiement des services de santé. Les pays se trouvant tous confrontés à des contraintes budgétaires, l'équité est apparue comme la voie à emprunter pour faire avancer la CSU par des choix justes fondés sur les besoins de santé plutôt que sur la capacité de payer pour recevoir des services de santé.

Le fait que les populations marginalisées soient particulièrement exposées à des maladies et des décès évitables s'explique souvent par un faisceau de facteurs de vulnérabilité comme la pauvreté et les conflits. Le développement des soins de santé primaires est apparu comme un facteur essentiel pour aller vers ces populations. Des approches spécifiques, fondées sur des faits probants doivent être retenues pour les identifier, adapter les stratégies et contrôler les résultats sanitaires.

Les participants ont toutefois souligné qu'il fallait aussi se préoccuper de l'équité entre les pays. La pandémie de COVID-19 et l'inégalité d'accès aux vaccins à l'échelle mondiale illustrent clairement la nécessité d'une sensibilisation et d'une solidarité renforcées. Une plus grande attention doit en outre être accordée aux maladies et aux menaces sanitaires qui, à l'instar du paludisme, touchent de manière disproportionnée certains pays et certaines régions.

La CSU et la gouvernance pour l'équité

Durant cet atelier il a été question de l'importance de la mise en place de mécanismes institutionnalisés pour fixer les priorités, favoriser la participation du public et promouvoir l'engagement des populations afin de rendre le processus décisionnel plus transparent et plus responsable.

Au vu des expériences nationales, il est clairement apparu que l'établissement et la gestion d'un programme de CSU étaient des tâches complexes pour lesquelles les pays avaient mis en place des modalités d'exécution différentes en fonction de leurs contextes respectifs. La gouvernance de la CSU nécessite une réforme législative pour mettre en œuvre les obligations internationales en matière de droit à la santé et établir une base légale à l'extension de l'accès aux services de santé. Elle demande aussi un solide investissement, pris notamment sur les ressources intérieures. Il a aussi été question de collaborations multisectorielles (pour l'intégration des services de santé et de nutrition par exemple), considérées comme des stratégies efficaces d'obtention de résultats sanitaires plus équitables.

La CSU et la préparation aux urgences sanitaires

Les participants ont soulevé la question des priorités à établir dans le contexte actuel de la pandémie de COVID-19 et des impérieux défis liés aux changements climatiques, ainsi que la question du coût des répliques à ces crises concomitantes. Le rôle de connecteur de la préparation aux urgences dans le renforcement de la résilience a été souligné. À cet égard, la pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance d'un investissement dans la santé et la couverture sanitaire universelle. Il a été observé que les Objectifs de développement durable constituaient un cadre directeur pour les mesures de réponse à la COVID-19 et de reprise ultérieure. Il a également été question de l'important rôle que les gouvernements ont à jouer pour

garantir l'équité, notamment en assurant le contrôle de la distribution des vaccins contre la COVID-19 au niveau national.

Les résultats de l'atelier seront intégrés au prochain rapport de mise en œuvre de la résolution sur la CSU.

Les documents de travail sont disponibles sur le site de l'UIP à l'adresse <https://www.ipu.org/fr/event/couverture-sanitaire-universelle-et-equite-vont-elles-toujours-de-pair>.